

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE NATIONAL DU CDS-RAHAMA

Le Bureau Politique National du CDS-Rahama s'est réuni, ce dimanche 11 décembre 2011, et a procédé à une analyse approfondie de la situation sociopolitique de notre pays en général et de la région de Zinder en particulier, suite aux évènements des 6 et 7 décembre 2011.

La situation sociopolitique nationale se caractérise par une rupture de plus en plus prononcée entre les Gouvernants et les populations qu'ils sont censés représenter et servir. En effet, au lieu de s'attaquer aux problèmes réels auxquels est confronté le peuple nigérien, en particulier l'insécurité alimentaire et l'insécurité tout court, la situation scolaire et universitaire, la corruption, le détournement des deniers publics, la précarité sociale et la cherté de la vie, etc., les Autorités de la 7^{ème} République semblent avoir trouvé comme sport favori, une navigation à vue en eau trouble, teintée d'amateurisme, avec comme tristes repères :

- la mauvaise gouvernance érigée en système de gestion, illustrée éloquemment par les conditions dans lesquelles le budget 2012 de l'État a été préparé puis adopté et l'affaire des fausses factures dite affaire Zakai ;
- l'insouciance vis-à-vis de la précarité sans précédent que vit le peuple nigérien, depuis l'avènement de la 7^{ème} République, précarité due à une paupérisation aggravée et à la cherté de la vie liée aux prix exorbitants des produits de consommation courante, en particulier l'eau, l'électricité, le carburant, l'huile, le sucre, les céréales, etc.
- les entraves aux libertés fondamentales des citoyens, en particulier la liberté de manifestation et de communication, à travers notamment le blocage de l'usage des messages SMS ;
- et surtout la provocation, voire la menace permanente à l'endroit de la presse indépendante, des syndicats et des organisations de la société civile.

Et comme si cela ne suffisait pas, voilà que des évènements dramatiques surviennent à Zinder, les 6 et 7 décembre 2011, sous la forme d'une répression barbare à l'endroit de paisibles citoyens poursuivies et traquées par des équipes de forces de l'ordre, censées pourtant assurer le maintien de l'ordre, lâchées délibérément sur les populations.

Comment ne pas être indigné que les éléments de ces forces lancent des grenades lacrymogènes dans une classe en plein cours, assassinant froidement l'élève Maman Laminou Mai Kanti et faisant d'autres victimes parmi les enseignants et les scolaires.

Comment ne pas être indigné également que les éléments de ces forces tirent à balles réelles sur des populations innocentes, assassinant lâchement Madame Aichatou Mani Machalélé dite Kollé.

A ce triste bilan s'ajoutent des dizaines de blessés dont bon nombre dans un état grave.

Le Bureau Politique National du CDS-Rahama, très affligé par ces douloureux évènements, exprime sa profonde compassion à l'endroit des familles endeuillées ; il leur présente ses condoléances les plus attristées et souhaite un prompt rétablissement aux personnes blessées.

Le Bureau Politique National du CDS-Rahama condamne avec la plus grande fermeté la dérive du pouvoir à user de la force sauvage et de la violence gratuite contre des populations qui n'attendent de lui que la prise en compte de leurs préoccupations quotidiennes.

Le Bureau Politique National du CDS-Rahama considère que la responsabilité du Ministre chargé de la sécurité publique, Monsieur Abdou Labo, est pleinement engagée dans ces tueries froidement exécutées, de même que celle de son bras armé, le gouverneur de Zinder Elhadji Oumarou Saidou Issaka.

Le Bureau Politique National du CDS-Rahama demande au Président de la République et au Gouvernement l'application stricte de la Constitution et des Lois et Règlements de la République, dont en particulier le respect des droits et libertés fondamentales des citoyens.

Par ailleurs, le Bureau Politique National du CDS-Rahama exige du Président de la République et du Gouvernement qu'une enquête transparente et indépendante soit diligentée dans les meilleurs délais, en vue de situer les responsabilités à tous les niveaux et de punir, conformément à la loi, les auteurs, complices et commanditaires des crimes perpétrés.

Le Bureau Politique National du CDS-Rahama lance un appel aux militants et à tous les défenseurs de la démocratie, de l'état de droit et des libertés fondamentales, à se mobiliser et à rester vigilants pour défendre les acquis démocratiques gravement menacés.

Fait à Niamey le 11 décembre 2011.

Le Bureau Politique National.